

Les limites de la renaissance chinoise

En Chine, des dizaines de milliers d'ouvriers en grève

La province méridionale du Guangdong, parfois surnommée « l'usine du monde » car elle concentre une part importante de l'industrie manufacturière chinoise travaillant pour les exportations, n'est pas exempte de conflits sociaux. La province méridionale du Guangdong, parfois surnommée « l'usine du monde » car elle concentre une part importante de l'industrie manufacturière chinoise travaillant pour les exportations, n'est pas exempte de conflits sociaux.

Plus de 30 000 salariés du fabricant de chaussures de sport pour Nike et Adidas entre autres, Yue Yuen, dans la ville de Dongguan, refusent depuis la semaine dernière de reprendre le travail, se plaignant de leurs conditions salariales, de leurs contrats d'embauche lacunaires et de carences dans leur couverture sociale.

Un mouvement social qui a déclenché un imposant déploiement des forces de l'ordre, a rapporté l'organisation China Labor Watch, spécialisée dans les mouvements sociaux du secteur industriel chinois et qui a diffusé une série de photos montrant le déploiement de centaines de policiers autour de l'usine, certains équipés de matériel antiémeute et d'autres tenant en laisse des bergers allemands. Selon China Labor Watch, les policiers ont frappé ou interpellé plusieurs ouvriers depuis le début de la grève, qui a, par ailleurs, été évoquée dans la presse officielle à Pékin.

Sur son site Internet, la société Yue Yuen, en partie contrôlée par des capitaux taiwanais et qui se situe dans la province méridionale du Guangdong – surnommée « l'usine du monde » car elle concentre une part importante de l'industrie manufacturière chinoise travaillant pour les exportations –, affirme être le premier fabricant mondial de chaussures de sport et sous-traiter notamment pour les marques Nike, Adidas, Puma, Asics, Converse et New Balance. Mais, dans un message à l'AFP, la marque Puma a assuré « [ne pas] travaill[er] avec l'usine concernée » par la grève.

PEUR D' ACTIONS DE REPRÉSAILLES

« Les travailleurs poursuivent leur grève, et leur nombre a sans doute augmenté », a commenté Dong Lin, membre d'une association de défense des droits sise à Shenzhen et proche des ouvriers. Dong Lin a estimé à 40 000 le nombre des grévistes, qui selon lui exigent le paiement d'allocations sociales qui leur seraient dues.

La direction de l'entreprise s'est engagée à effectuer un rattrapage dans ces versements d'ici à la fin de 2015, a relaté, sous couvert de l'anonymat, une salariée du site. Mais cette proposition a été rejetée par les ouvriers en grève, inquiets par la perspective que la direction puisse brusquement décider de fermer l'usine pour la délocaliser, sans honorer ses promesses, un cas de figure classique en Chine. « Personne n'ose se lever et prendre la tête de la contestation, car nous avons tous peur que l'usine exerce des actions de représailles par la suite », a-t-elle confié, en ajoutant : « La presse locale n'ose même pas mentionner l'existence de notre grève. »

Ce conflit illustre la fragilité de l'équation sociale pour le pouvoir chinois. D'après Reuters, le nombre de grèves en Chine, depuis le début de 2014, serait en hausse d'un tiers sur un an. En Chine les exportations demeurent le principal moteur de la croissance et tout ralentissement de cette dernière peut avoir des répercussions sociales immédiates, les patrons devenant plus exigeants face à la baisse de la demande et à la hausse des coûts.

Le Monde.fr 17.04.2014

